

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1194

[C — 2004/29094]

3 MARS 2004. – Décret modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Un article 5*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale :

« Article 5*bis*. — Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° compétence : mise en œuvre d'un ensemble organisé de savoirs, savoir-faire et savoir faire comportementaux permettant d'accomplir un certain nombre de tâches;

2° activités d'enseignement :

a) les cours théoriques, les séances d'application, les travaux pratiques, les laboratoires, les activités didactiques, les projets et les autres activités organisés en application des dossiers pédagogiques;

b) les travaux et projets de fin d'études d'unités de formation;

c) les stages prévus aux dossiers pédagogiques, organisés individuellement ou en groupe, dûment encadrés et évalués;

d) les activités professionnelles d'apprentissage, dûment encadrées et évaluées;

e) les activités professionnelles de formation, dûment encadrées et évaluées;

f) les sessions, les épreuves et les tests;

g) la part supplémentaire;

h) les périodes supplémentaires;

3° activités professionnelles d'apprentissage : dans l'enseignement secondaire, toute activité professionnelle réalisée en collaboration avec les milieux professionnels, reconnue et évaluée par le conseil des études conformément aux dossiers pédagogiques;

4° activités professionnelles de formation : dans l'enseignement supérieur, toute activité professionnelle réalisée en collaboration avec les milieux professionnels, reconnue et évaluée par le conseil des études conformément aux dossiers pédagogiques;

5° part supplémentaire: périodes organisées en faveur d'un ou de plusieurs étudiants qui éprouvent des difficultés au début ou en cours de formation, ou qui, bien que répondant aux conditions d'admission de l'unité de formation en matière de titre, ne maîtrisent pas certaines connaissances préalables requises;

6° périodes supplémentaires: périodes organisées, dans le cadre de la sanction des études uniquement, en faveur d'un ou de plusieurs étudiants en vue de l'obtention de l'attestation de réussite d'une ou de plusieurs unités de formation nécessaires à la certification d'une section. »

Art. 2. A l'article 8, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « dans d'autres enseignements » sont remplacés par les mots « dans tout enseignement ».

Art. 3. Dans l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « connaissances et/ou de savoir-faire » sont remplacés par le mot « compétences ».

Art. 4. Dans l'article 20, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret, les mots « dont un représentant le libre non confessionnel » sont remplacés par « dont deux représentant le libre non confessionnel ».

Art. 5. L'article 28, alinéa 3, du même décret, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Une unité de formation de qualification permet à l'étudiant d'accéder à un niveau de qualification suite à l'épreuve organisée à la fin d'une section, tout en offrant la possibilité de poursuivre des études, y compris dans l'enseignement supérieur. »

Art. 6. Dans l'article 30 du même décret, modifié par le décret du 24 juillet 1997, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Toutefois, dans le cas d'unités de formation d'un nombre de périodes inférieur ou égal à 25 conçues et organisées exclusivement dans le cadre d'une convention, les attestations de réussite ne sont pas délivrées. »

Art. 7. A l'article 38 du même décret, les alinéas suivants sont ajoutés après le premier alinéa :

« Tout élève a le droit d'introduire un recours par écrit, auprès du chef d'établissement, suite aux décisions du Conseil des études réuni dans le cadre d'une unité de formation 'épreuve intégrée' ou d'une unité déterminante organisée dans le cadre d'une section ou de l'épreuve finale d'une section de régime 2. Ce recours doit préciser les raisons de dysfonctionnement précises qui le motivent.

Le chef d'établissement concerné organise une médiation dans les 4 jours ouvrables qui suivent la notification des résultats. Lorsque la médiation échoue, l'élève adresse au chef d'établissement le recours écrit par pli recommandé dans les 4 jours ouvrables qui suivent la médiation.

Dans les 8 jours ouvrables qui suivent la réception du recours, un nouveau Conseil des études, élargi à tous les chargés de cours des unités de formation constitutives de la section qui ont été organisées au cours de l'année scolaire considérée, se réunit sous la présidence du chef d'établissement. Ce dernier communique la décision à l'élève concerné par pli recommandé dans les deux jours ouvrables qui suivent la réunion du Conseil des études.

L'élève qui conteste ladite décision envoie le recours écrit au Directeur général adjoint de l'enseignement de promotion sociale dans les huit jours ouvrables qui suivent l'envoi de la décision du Conseil des études par le chef d'établissement.

Le Directeur général adjoint statue sur base des informations communiquées par le chef d'établissement concerné et l'administrateur pédagogique, et communique sa décision à l'élève et au chef d'établissement dans les trente jours ouvrables. Cette décision est irrévocable. »

Art. 8. L'article 52 du même décret, est complété par l'alinéa suivant :

« Cependant, pour l'accès aux études menant au grade d'infirmier gradué, le Conseil des études est tenu de vérifier, à partir de l'année scolaire 2003/2004, si l'élève remplit une des trois conditions suivantes :

— avoir réussi l'épreuve préparatoire prévue à l'article 12 de l'Arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière;

— être titulaire du Certificat d'enseignement secondaire supérieur;

— être titulaire du titre d'infirmier breveté. »

Art. 9. L'article 56 du même décret, est complété par les alinéas suivants :

« Tout élève a le droit d'introduire un recours par écrit, auprès du chef d'établissement, suite aux décisions du Conseil des études réuni dans le cadre d'une unité de formation 'épreuve intégrée' ou d'une unité déterminante organisée dans le cadre d'une section ou de l'épreuve finale d'une section de régime 2. Ce recours doit préciser les raisons de dysfonctionnement précises qui le motivent.

Le chef d'établissement concerné organise une médiation dans les 4 jours ouvrables qui suivent la notification des résultats. Lorsque la médiation échoue, l'élève adresse au chef d'établissement le recours écrit par pli recommandé dans les 4 jours ouvrables qui suivent la médiation.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent la réception du recours, un nouveau Conseil des études, élargi à tous les chargés de cours des unités de formation constitutives de la section qui ont été organisées au cours de l'année scolaire considérée, se réunit sous la présidence du chef d'établissement. Ce dernier communique la décision à l'élève concerné par pli recommandé dans les deux jours ouvrables qui suivent la réunion du Conseil des études.

L'élève qui conteste ladite décision envoie le recours écrit au Directeur général adjoint de l'enseignement de promotion sociale dans les huit jours ouvrables qui suivent l'envoi de la décision du Conseil des études par le chef d'établissement.

Le Directeur général adjoint statue sur base des informations communiquées par le chef d'établissement concerné et l'administrateur pédagogique, et communique sa décision à l'élève et au chef d'établissement dans les trente jours ouvrables. Cette décision est irrévocable. »

Art. 10. A l'article 79 du même décret, modifié par le décret du 8 février 1999, dans l'alinéa 1^{er}, les mots « deux Vice-Présidents » sont remplacés par les termes « trois Vice-Présidents ».

Art. 11. L'article 87 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 87. — Des ajustements de la dotation de périodes visée à l'article 86 sont réalisés annuellement en fonction des besoins et des crédits alloués à l'enseignement de promotion sociale.

Le gouvernement fixe les règles des ajustements visés à l'alinéa 1^{er} pour chacune des activités d'enseignement de chacune des sections ou unités de formation organisées dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1 ou de régime 2. Sauf variations de l'enveloppe globale, les règles d'ajustement doivent garantir par année civile un pourcentage de la dotation de périodes de l'année précédente fixé annuellement par le gouvernement.

En aucun cas, la dotation de périodes d'un établissement ne pourra diminuer d'un pourcentage fixé annuellement par le gouvernement.

Ces règles doivent, en outre, tenir compte du nombre d'élèves réguliers des activités d'enseignement considérées. »

Art. 12. A l'article 87bis, § 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 10 avril 1995 et modifié par le décret du 24 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase introductive, les mots « de cours » sont remplacés par les mots « d'activités d'enseignement »;

2° au 1^{er} tiret, les mots « de cours n'apparaissent pas » sont remplacés par les mots « d'activités d'enseignement n'apparaissent pas »;

3° au 2^e tiret, les mots « certains cours » sont remplacés par les mots « certaines activités d'enseignement »;

4° au 6^e tiret, les termes « — les périodes de cours d'une section ou unité de formation qui constituent un nouveau domaine de formation et qui ont été organisées sans faire l'objet de l'avis préalable prévu à l'article 92, alinéa 2. Cette pénalité ne s'applique cependant pas si la Commission zonale d'avis et de coordination visée à l'article 123bis n'a pas rendu son avis dans un délai de quarante-cinq jours calendrier après l'introduction de la demande, ce délai étant suspendu pendant la durée des vacances scolaires. » sont supprimés.

Art. 13. A l'article 92 du même décret, modifié par le décret du 24 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « la possibilité de mener à bonne fin les études qu'il a entreprises. » sont remplacés par les mots « la possibilité de mener à bonne fin les études qu'il a entreprises selon les modalités qui lui ont été communiquées par l'établissement concerné. »;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 14. A l'article 93, alinéa 4, du même décret, modifié par les décrets des 10 avril 1995 et 8 février 1999, les mots « La dotation de périodes attribuée, au pouvoir organisateur, pour la troisième année civile qui suit celle durant laquelle le dépassement a été constaté est augmentée de ce dépassement. » sont supprimés.

Art. 15. Le chapitre VII, inséré dans le même décret par le décret du 24 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« CHAPITRE VII: LES COMMISSIONS SOUS-REGIONALES

Article 123bis. — § 1^{er}. Il est créé une commission sous-régionale dans chaque zone définie au § 2.

§ 2. Les zones visées au § 1^{er} sont les zones géographiques suivantes :

1° la province du Luxembourg;

2° la province de Namur;

3° la province du Hainaut;

4° la province de Liège, à l'exception de la région de langue allemande;

5° la province du Brabant wallon;

6° la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 3. Les commissions sous-régionales ont pour mission:

— examiner l'adéquation de l'offre d'enseignement aux réalités socio-économiques les concernant;

— assurer le lien avec les structures réunissant les acteurs socio-économiques de la sous-région;

— remettre avis sur ces matières au Conseil supérieur visé à l'article 78, d'initiative ou à la demande de celui-ci.

§ 4. Chaque commission visée au § 1^{er} se compose d'un membre par établissement dont le siège ou une implantation est situé dans la zone, et d'un représentant de chaque organisation syndicale représentative en vertu de la loi du 19 septembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la zone compte plus de 30 établissements ou implantations, la représentation syndicale est portée à 3 représentants pour chaque organisation syndicale visée à l'alinéa 1^{er}.

Les membres représentant les établissements sont désignés, en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française, par le pouvoir organisateur de l'établissement et, en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française, par le directeur de l'établissement.

Les mandats sont gratuits. Les membres ont cependant droit au remboursement de leurs frais de parcours. »

Art. 16. Dans l'article 136 du même décret, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Lorsque ces sections et unités de formation ont été approuvées par le Gouvernement, les pouvoirs organisateurs transforment les structures existantes concernées au plus tard le 1^{er} janvier de la seconde année civile qui suit la date d'approbation, sur la base d'une liste des sections ou unités de formation que ces structures remplacent. »

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mars 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Notes

(1) *Session 2003-2004*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 487-1. — Amendements de commission, n° 487-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 17 février 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1194

[C — 2004/29094]

3 MAART 2004. — Decreet tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. 1. In het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *5bis*. – Voor de toepassing van dit decreet, dient verstaan te worden onder :

1° bevoegdheid : georganiseerde ontwikkeling van kennis, vaardigheden en vaardigheden inzake gedragingen waarbij het verrichten van een gegeven aantal taken mogelijk gemaakt wordt;

2° onderwijsactiviteiten :

a) theoretische cursussen, toepassingsactiviteiten, praktische activiteiten, labo-activiteiten, didactische activiteiten, ontwerpen en andere activiteiten ingericht met toepassing van de pedagogische dossiers;

b) eindwerken en -projecten van de opleidingseenheden;

c) de stages bepaald in de pedagogische dossiers, individueel of in groep georganiseerd, met degelijke begeleiding en evaluatie;

d) de leerberoepsactiviteiten, met degelijke begeleiding en evaluatie;

e) de opleidingsberoepsactiviteiten, met degelijke begeleiding en evaluatie;

f) de sessies, examens en tests;

g) het bijkomende gedeelte;

h) de bijkomende lestijden;

3° leerberoepsactiviteiten : in het secundair onderwijs, elke beroepsactiviteit verwezenlijkt in samenwerking met de beroepskringen, en die erkend en beoordeeld wordt door de studieraad overeenkomstig de pedagogische dossiers;

4° opleidingsberoepsactiviteiten : in het secundair onderwijs, elke beroepsactiviteit verwezenlijkt in samenwerking met de beroepskringen, en die erkend en beoordeeld wordt door de studieraad overeenkomstig de pedagogische dossiers;

5° bijkomend gedeelte : lestijden die ingericht worden ten gunste van één of meer studenten die bij het begin van of tijdens de opleiding problemen ervaren, of die, alhoewel ze aan de toelatingsvoorwaarden van de opleidingseenheid voldoen inzake studiebewijs, niet over sommige vereiste voorafgaande kennis beschikken;

6° bijkomende lestijden : lestijden ingericht, enkel in het kader van de bekrachtiging van de studies, ten gunste van een of meer studenten met als doel het bekomen van het attest van slagen voor een of meer opleidingseenheden die noodzakelijk zijn voor het erkennen via een getuigschrift van een afdeling. »

Art. 2. In artikel 8, lid 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden "in andere onderwijsvormen" vervangen door de woorden "in alle onderwijsvormen".

Art. 3. In artikel 13, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden "kennis en/of knowhow" vervangen door de woorden "vaardigheden".

Art. 4. In artikel 20, lid 1, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "onder wie, één vertegenwoordiger van het vrij niet confessioneel onderwijs" vervangen door de woorden "onder wie, twee vertegenwoordigers van het vrij niet confessioneel onderwijs".

Art. 5. Artikel 28, lid 3, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door het volgende lid :

« Een kwalificatieopleidingseenheid geeft de student toegang tot een kwalificatieniveau ten gevolge van het examen ingericht op het einde van een afdeling en biedt de mogelijkheid om studies voort te zetten, met inbegrip van het niveau hoger onderwijs. »

Art. 6. In artikel 30 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 24 juli 1997, wordt lid 3 door het volgende lid vervangen :

« Nochtans, in het geval van opleidingseenheden voor een aantal lestijden dat lager dan of gelijk is met 25, uitgebouwd en exclusief ingericht in het raam van een overeenkomst, worden de attesten van welslagen niet uitgereikt. »

Art. 7. In artikel 38 van hetzelfde decreet worden na het eerste lid de volgende leden toegevoegd :

« Iedere leerling heeft het recht om schriftelijk een beroep in te stellen bij de inrichtingshoofd, als gevolg op de beslissingen van de Studieraad vergaderend in het raam van een opleidingseenheid "geïntegreerde proef" of van een beslissende eenheid ingericht in het kader van een afdeling of het eindexamen van een afdeling van stelsel 2. In dit beroep dienen de ingeroepen redenen van slechte werking vermeld te worden.

Het betrokken inrichtingshoofd organiseert een bemiddeling binnen de vier werkdagen die de kennisgeving van de uitslagen volgen. Wanneer de bemiddeling faalt, stuurt de leerling aan het inrichtingshoofd per ter post aangetekende brief het schriftelijke beroep toe binnen de vier werkdagen die de bemiddeling volgen.

Binnen de acht werkdagen die de ontvangst van het beroep volgen, vergadert een nieuwe Studieraad, met alle docenten van de opleidingseenheden die de afdeling vormen en die ingericht werden gedurende het in aanmerking genomen schooljaar, onder het voorzitterschap van het inrichtingshoofd. Deze laatste deelt per ter post aangetekende brief de beslissing mede aan de betrokken leerling binnen de twee werkdagen die de vergadering van de Studieraad volgen.

De leerling die genoemde beslissing betwist, stuurt een brief aan de Adjunct-directeur-generaal van het onderwijs voor sociale promotie binnen de acht werkdagen die het verzenden van de beslissing van de Studieraad door het inrichtingshoofd volgen.

De Adjunct-directeur-generaal beslist op basis van de door het betrokken inrichtingshoofd en de pedagogische bestuurder medegegeelde inlichtingen en deelt zijn beslissing aan de leerling en het inrichtingshoofd mede binnen de dertig werkdagen. Deze beslissing is onherroepelijk. »

Art. 7. Artikel 52 van hetzelfde decreet wordt met volgend lid aangevuld :

« Nochtans, voor de toegang tot de studies die leiden tot de graad *gegradueerd verpleger*, is de Studieraad ertoe verplicht, vanaf het schooljaar 2003 - 2004, na te gaan of de leerling aan één van de volgende drie voorwaarden voldoet :

— voor het voorexamen bedoeld bij artikel 12 van het Koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van *vroedvrouw*, *verpleger* of *verpleegster* wordt toegekend, geslaagd zijn;

— houder zijn van het *Getuigschrift hoger secundair onderwijs*;

— houder zijn van het *bekwaamheidsbewijs gebrevetteerd verpleger*. »

Art. 8. Artikel 56 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende leden :

« Iedere leerling heeft het recht om schriftelijk een beroep in te stellen bij de inrichtingshoofd, als gevolg op de beslissingen van de Studieraad vergaderend in het raam van een opleidingseenheid "*geïntegreerde proef*" of van een beslissende eenheid ingericht in het kader van een afdeling of het eindexamen van een afdeling van stelsel 2. In dit beroep dienen de ingeroepen redenen van slechte werking vermeld te worden.

Het betrokken inrichtingshoofd organiseert een bemiddeling binnen de vier werkdagen die de kennisgeving van de uitslagen volgen. Wanneer de bemiddeling faalt, stuurt de leerling aan het inrichtingshoofd per ter post aangetekende brief het schriftelijke beroep toe binnen de vier werkdagen die de bemiddeling volgen.

Binnen de acht werkdagen die de ontvangst van het beroep volgen, vergadert een nieuwe Studieraad, met alle docenten van de opleidingseenheden die de afdeling vormen en die ingericht werden gedurende het in aanmerking genomen schooljaar, onder het voorzitterschap van het inrichtingshoofd. Deze laatste deelt per ter post aangetekende brief de beslissing mede aan de betrokken leerling binnen de twee werkdagen die de vergadering van de Studieraad volgen.

De leerling die genoemde beslissing betwist, stuurt een brief aan de Adjunct-directeur-generaal van het onderwijs voor sociale promotie binnen de acht werkdagen die het verzenden van de beslissing van de Studieraad door het inrichtingshoofd volgen.

De Adjunct-directeur-generaal beslist op basis van de door het betrokken inrichtingshoofd en de pedagogische bestuurder medegegeelde inlichtingen en deelt zijn beslissing aan de leerling en het inrichtingshoofd mede binnen de dertig werkdagen. Deze beslissing is onherroepelijk. »

Art. 9. In artikel 79 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, in lid 1, worden de woorden "*twee ondervoorzitters*" vervangen door de woorden "*drie ondervoorzitters*".

Art. 10. Artikel 87 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 87. Elk jaar wordt de in artikel 86 bedoelde *lestijndotatie* aangepast aan de behoeften en aan de kredieten toegekend aan het onderwijs voor sociale promotie.

De regering bepaalt de nadere regels voor de bij lid 1 bedoelde aanpassingen voor elke onderwijsactiviteit van iedere afdeling of opleidingseenheid ingericht in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 of stelsel 2. Behoudens schommelingen van de globale envelop, moeten de regels voor de aanpassing een percentage van de *lestijndotatie* van het vorige jaar, jaarlijks door de regering bepaald, per kalenderjaar garanderen.

In geen enkel geval mag de *lestijndotatie* van een inrichting het jaarlijks door de regering bepaald percentage inperken.

Bovendien, dienen deze regels rekening te houden met het aantal regelmatige leerlingen van de in aanmerking genomen onderwijsactiviteiten.

Art. 11. Aan artikel 87*bis*, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 april 1995 en gewijzigd bij het decreet van 24 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin, wordt het woord "lestijden" vervangen door de woorden "lestijden onderwijsactiviteiten";

2° bij het 1° streepje, worden de woorden "de lestijden die niet voorkomen" vervangen door de woorden "de lestijden onderwijsactiviteiten die niet voorkomen";

3° bij het tweede streepje, worden de woorden "alle lestijden" vervangen door de woorden "alle lestijden onderwijsactiviteiten";

4° bij het zesde streepje, worden de woorden "- De cursuslestijden van een vormingsafdeling of -eenheid die een nieuw vormingsgebied samenstellen en die georganiseerd worden zonder het voorwerp uit te maken van het voorafgaandelijk advies voorzien in artikel 92, lid 2. Deze straf wordt echter niet toegepast indien de zonale advies- en coördinatiecommissie bedoeld onder artikel 123*bis* haar advies niet gegeven heeft binnen een tijdsspanne van 45 kalenderdagen na de indiening van de aanvraag, deze tijdsspanne wordt geschorst gedurende de duur van de schoolvakantie" afgeschaft.

Art. 12. Aan artikel 92 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 24 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, worden de woorden "elke student de aangevatte studies tot een goed einde kan brengen" vervangen door de woorden "elke student de aangevatte studies tot een goed einde kan brengen volgens de nadere regels die hem medegedeeld werden door de betrokken inrichting. » ;

2° de leden 2 en 3 worden opgeheven.

Art. 13. In artikel 93, lid 4, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 10 april 1995 en 8 februari 1999, worden de woorden "De lestijdendotatie toegekend aan de inrichtende macht voor het derde jaar berekend voor het derde burgerlijk jaar dat volgt op het jaar tijdens hetwelk de overschrijding werd vastgesteld, wordt met die overschrijding vermeerderd. » afgeschaft.

Art. 14. Hoofdstuk VII, ingevoegd in hetzelfde decreet bij het decreet van 24 juli 1997, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« " Hoofdstuk VII. - De sub-regionale commissies

« Artikel 123*bis*. § 1. Er wordt een sub-regionale commissie opgericht in elke zone bepaald in § 2.

§ 2. De zones bedoeld in § 1 zijn de volgende geografische zones :

1° de provincie Luxemburg;

2° de provincie Namen;

3° de provincie Henegouwen;

4° de provincie Luik, met uitzondering van het Duits taalgebied;

5° de provincie Waals-Brabant;

6° Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

§ 3. De sub-regionale commissies hebben als opdracht :

— na te gaan of het onderwijsaanbod overeenstemt met de socio-economische werkelijkheid waarop het betrekking heeft;

— voor het verband zorgen met de structuren die de socio-economische acteurs van het sub-gewest bij elkaar brengen;

— advies uit te brengen over deze materies aan de Hogere Raad bedoeld in artikel 78, op eigen initiatief of op aanvraag van deze laatste.

§ 4. Elke commissie bedoeld in § 1 is samengesteld uit een lid per instelling waarvan de zetel of een vestiging zich in de zone bevindt en uit een vertegenwoordiger van elke syndicale vereniging erkend krachtens de wet van 19 september 1974 die de relaties organiseert tussen de publieke autoriteiten en de syndicaten van de ambtenaren die van deze autoriteiten afhankelijk zijn.

In afwijking van lid 1, indien de zone meer dan 30 instellingen of vestigingen telt, wordt de syndicale vertegenwoordiging op drie vertegenwoordigers gebracht voor elke syndicale organisatie bedoeld in lid 1.

De leden die de inrichtingen vertegenwoordigen, worden aangesteld, wat betreft het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, door de inrichtende macht van de instelling en, wat het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap betreft, door de directeur van de instelling.

De mandaten worden niet bezoldigd. Doch hebben de leden recht op de terugbetaling van hun reiskosten. »

Art. 15. In artikel 136 van hetzelfde decreet, wordt tussen de leden 2 en 3 volgend lid ingevoegd :

« Wanneer deze afdelingen of opleidingseenheden goedgekeurd werden door de Regering, passen de inrichtende machten de betrokken bestaande structuren aan ten laatste op de eerste januari van het tweede kalenderjaar dat volgt op de datum van de goedkeuring, op basis van een lijst van de afdelingen of opleidingseenheden die door deze structuren vervangen worden. »

Art. 16. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Brussel, 3 maart 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota's

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 487-1. — Verslag, nr. 487-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 17 februari 2004.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 1195

[C — 2004/29093]

3 MARS 2004. – Décret modifiant le décret du 24 juin 1996 octroyant la personnalité juridique au pouvoir organisateur de la Haute Ecole Lucia De Brouckère (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} du décret du 24 juin 1996 octroyant la personnalité juridique au pouvoir organisateur de la Haute Ecole Lucia De Brouckère, les mots « et la commune de Schaerbeek » sont supprimés.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa promulgation par le Gouvernement de la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mars 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Environnement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Notes

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 493-1. — Amendements de commission, n° 493-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 17 février 2004.